

## Congrès de Rennes - Novembre 1990

### Un cours nouveau pour l'action socialiste

*"La France unie le sera si elle choisit d'être juste, écarte les privilèges, refuse les exclusions, frappe les injustices, s'attaque aux inégalités sociales".*

François MITTERRAND Rennes le 8 Avril 1988

#### 1 . Socialistes ! Que faisons nous de la mission qui nous a été confiée ?

Un cours nouveau pour le PS et l'action gouvernementale

#### 2. La société mobilisée

- a. Le réarmement moral des socialistes
- b. La Société mobilisée
- c. La fin du consensus
- d. L'actualité des rapports de force

#### 3. Pour un nouvel élan: la gauche c'est Rouge-Rose-Vert

- a. Un monde craque, enfin !
- b. Le bloc sociologique majoritaire
- c. Les Roses- Verts : nouveaux cousins
- d. Un nouveau front de transformation sociale: l'alliance Rouges- Rose-Verts
- e. Pour le mouvement contre la cogestion
- f. Le parti autrement

#### 4. L'exigence démocratique

- a. La proportionnelle
- b. Abstention : tous coupables !
- c. Un nouveau départ
- d. Vive les programmes
- e. La télé est à nous

#### 5. L'Etat volontaire

- a. Davantage d'Europe pour faire l'Europe
- b. Non à l'Etat modeste
- c. L'arme budgétaire
- d. De nouvelles ressources budgétaires pour de nouvelles dépenses
- e. La réduction de l'éventail des revenus
- f. Défense : des économies sur l'inutile
- g. Une économie mixte structurante

#### 6. Annoncer une nouvelle civilisation

- a. Une autre humanité
- b. Une nouvelle dynamique laïque
- c. Le féminisme nouveau doit arriver
- d. Une modernisation des liens entre personnes
- e. Le droit au bonheur

#### 1 . Socialistes ! Que faisons nous de la mission qui nous a été confiée ?

Si vous souhaitez entendre parler du socialisme de l'an 2018, alors n 1 allez pas plus loin. Si vous voulez tout savoir sur le prix des cotisations, alors économisez-vous la lecture de cette contribution. Non pas que ces questions mériteraient mépris ou indifférence. Le socialisme d'après demain nous intéresse, celui de demain nous passionne, mais celui d'aujourd'hui nous obsède. Quant au débat sur les hommes... Rien de ce qui est humain ne nous est étranger. Modestement, nous nous en tiendrons à l'horizon 1993, pour répondre à une seule question : que ferons-nous, socialistes, Parti Socialiste, Gouvernement socialiste, parlementaires et élus locaux socialistes pendant les trois ans à venir ?

Ne nous leurrions pas, quand l'heure des bilans et des propositions sonnera, le Parti Socialiste sera responsable de l'action gouvernementale. Les rappels à la solidarité gouvernementale, sont donc bien inutiles. Quoique fasse le Parti Socialiste, quoiqu'il dise, elle lui colle à la peau. Pour les français, il y a les socialistes et ils sont au pouvoir.

En élisant François MITTERRAND, une majorité de français a clairement signifié sa volonté de mettre un terme libéralisme, à l'exclusion, à l'ordre moral qu'a incarné le gouvernement Chirac. Les mêmes ont envoyé une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale. Pour y faire quoi ? Si la question est formulée dans nos rangs, elle ne fait que traduire une interrogation de notre électorat et de ceux qui mettent en nous leurs espoirs. Il y a des signes qui ne trompent pas, ceux qui ont le plus à attendre du changement, de la transformation de notre société, s'éloignent de nous. Pour la première fois depuis dix ans, lors des dernières consultations électorales, le nombre de femmes votant socialiste a diminué, au profit direct du vote écologiste. Le même mouvement se produit chez

les jeunes, et sans jouer les Cassandre, il s'amplifiera si dans les trois ans à venir nous n'avons pas initié la réforme permettant à chacun d'identifier notre capacité et notre volonté de transformer la société.

### **Un cours nouveau pour le PS et l'action gouvernementale**

Nous sommes aujourd'hui sans programme, sans stratégie d'alliance majoritaire et sans projet de société. Pourtant nous sommes riches de candidats à toutes les fonctions ! Pour quoi faire ? Avec qui ? Comment ? Ces questions simples demandent des réponses claires. Le congrès ne devrait pas avoir d'autre objet. Faute de quoi nous devinons bien ce que donnera le culte du consensus, la course au centre et l'idéologie gestionnaire qui dominent aujourd'hui. Pour notre part, nous pensons qu'un cours nouveau pour le parti socialiste et l'action gouvernementale est nécessaire. Les moyens en existent. Un nouvel axe idéologique peut rassembler la gauche dans toute sa diversité : la lutte pour l'égalité des droits. La formation d'un front de transformation sociale majoritaire est possible. Il passe par l'alliance des socialistes avec les verts, ouvrant ainsi aux communistes également la perspective de reprendre leur place dans une dynamique unitaire. Le moment est venu de nouveau de regarder devant soi : il est temps de rédiger un nouveau programme socialiste et d'en appeler pour cela au travail de tous les adhérents du parti comme nous l'avons fait en 1972 pour le programme «Changer la vies».

Dans cet état d'esprit, notre contribution choisit de ne pas aborder tous les sujets sur lesquels les socialistes s'interrogent à juste titre. Notre propos est de montrer quels sont, selon nous, les points d'appui pour un nouvel élan du mouvement socialiste.

## **2. La société mobilisée**

### **a. Le réarmement moral des socialistes**

Tandis que le balancier repart à gauche sous toutes les latitudes, les socialistes français ne sont pas encore libérés de la pression qu'a exercé sur eux l'idéologie libérale. Sous prétexte de culture de gouvernement un plat conformisme intellectuel s'impose : les technocrates règnent en maître, alternance ou non. Leur idéologie -le consensus gestionnaire sur «l'essentiel- domine les actes des décideurs de toutes sortes. Leurs références et leur langue de bois se sont imposées à tous: les indices économiques dictent le chemin au Parti Socialiste comme ailleurs. Personne n'ose interroger leur contenu, n'ose rappeler que la rationalité économique du système dans lequel nous vivons n'a d'autre finalité que dégager des profits et qu'elle n'est porteuse à elle seule d'aucun objectif dans les domaines qui nous importent : la qualité de la vie, la libération collective et l'autonomie individuelle, l'égalité et la solidarité. Ainsi anesthésiés, les socialistes semblent stupéfaits lorsque, la croissance revenue, les inégalités déjà accentuées par la crise connaissent une spectaculaire et ostentatoire aggravation. Dans ce contexte, forts de leurs victoires avec François MITTERRAND les salariés se libèrent de l'angoisse née de la crise. Hier elle les empêchait d'agir et leur faisait accepter toujours plus d'efforts et de sacrifices. Aujourd'hui ils reprennent le chemin de la lutte et des revendications. Le mouvement a commencé dans les services publics. C'est alors que l'on a entendu le Premier Ministre dénoncer les comploteurs chez les infirmières et les ouvriers du métro ! Pourtant sur le terrain les socialistes étaient aussi dans l'action parfois à leur tête - avec leurs collègues en lutte. Harcelés de discours sur les contraintes gestionnaires, montrés du doigt lorsqu'ils entrent en mouvement, les militants socialistes ne savent plus quelle est leur place. Dans ces conditions, militer en entreprise ou -plus dur encore- dans un service public, c'est s'exposer au double désaveu de ses camarades des ministères et de ses collègues de travail. Telle est la réalité vécue par des milliers de socialistes avec ou sans carte ! L'appauvrissement qui en résulte touche tous les socialistes au gouvernement comme au Parti ! Nous avons donc besoin pour les uns comme pour les autres d'un réarmement moral et idéologique. Il doit être clair de nouveau que notre projet ne dépend pas de la fin des contraintes économiques, puisqu'elles ne cesseront jamais de s'exercer, mais qu'il est au contraire le moyen d'y faire face selon d'autres normes, d'autres valeurs, d'autres objectifs que ceux des libéraux.

### **b. La Société mobilisée**

Ce réarmement moral implique donc un cours nouveau pour le gouvernement et le Parti. Il s'agit de se mettre au diapason de la société. Elle a montré à de nombreuses reprises sa disponibilité pour se mobiliser : sous le gouvernement Chirac, lorsque les valeurs essentielles étaient mises en cause, comme sous le gouvernement Rocard, pour poser ses revendications. Loin d'être un obstacle, cette disposition facilite et enrichit le travail de la gauche au gouvernement. Au moment où le mouvement social se réveille, les socialistes peuvent lui proposer une perspective, un mot d'ordre, et en définitive une norme au moment des arbitrages : l'égalité des droits. Cette revendication de l'égalité des droits est née du mouvement social lui-même. Elle a d'abord été portée par SOS Racisme comme une réponse à l'exclusion sociale de la jeune génération issue de l'immigration et contre la résurgence de l'idéologie anti-égalitaire et raciste. Elle s'est imposée ensuite comme le mot d'ordre exprimant le mieux les préoccupations les plus diverses de la période contemporaine. Une autre approche de l'exercice du pouvoir et de la direction du Parti est ainsi possible: celle qui se donne pour objectif et pour moyen de son action une société mobilisée. S'attaquer aux inégalités, réduire l'éventail des salaires, abattre les citadelles technocratiques dans l'Etat et l'économie réaliser l'égalité politique et professionnelle des hommes et des femmes, renouveler les institutions: aucun de ces objectifs ne peut être atteint sans mettre en cause des

privilèges et des situations acquises ! Pense-t-on le faire sans rapport de force ? Aucune transformation n'est réalisable sans la mobilisation des acteurs du changement.

**Ceux qui ne veulent pas de la société mobilisée ne veulent tout simplement pas le changement puisqu'ils n'en veulent pas les moyens.**

#### **c. La fin du consensus**

Faute d'avoir pu mettre en place une autre stratégie de sortie de crise économique que celle inspirée du libéralisme, nous avons peu à peu forgé un véritable consensus avec la droite sur son propre terrain, placé sous la double loi de la contrainte extérieure et du respect des grands équilibres. Conséquence naturelle d'une orientation politique et économique, le consensus est peu à peu devenu un but, bref une méthode de gouvernement et de pensée. Ainsi en quelques années, notre propre vocabulaire a changé, on parle fric, management, rentabilité, investissements. A l'horizon du capitalisme, nous n'envisageons plus que le capital. La lutte des classes est devenue le truc le plus ringard au marché des branchés.

Et pourtant! Ceux qui avaient cru que l'entreprise était une sorte de team-collectif redécouvrent que tout le monde n'est pas dans la même galère et qu'elle est aussi un lieu d'exploitation. Pour les salariés de Peugeot, la caisse n'est pas la même que celle de Calvet, Monsieur le Premier Ministre! Ceux qui croyaient à un accord durable avec le CNPF devenu raisonnable et partageux, redécouvrent le droit divin du PDG qui décide seul.

Pour nous, il n'y a pas dans le monde, ni en France, de consensus possible entre ceux qui souffrent, qui travaillent et ceux qui profitent de cette souffrance et de ce travail. Il y a autour d'une lutte constante sur le prix du travail, des intérêts contradictoires qui s'affrontent selon un rapport de force qui permet aux uns et aux autres de reculer ou d'avancer. Et il y a des représentants politiques des uns ou des autres, qui dirigent le pays ou aspirent à le diriger pour soutenir ceux qui les ont mandatés.

Et nous socialistes, pourrions-nous tomber dans le piège de la culture d'entreprise en oubliant les antagonismes qu'elle renferme? Pour le Parti Socialiste, le consensus débouche sur l'absence: absence des enjeux idéologiques, absence dans les conflits sociaux et donc absence de la construction des rapports de force sans lesquels rien ne change, rien ne progresse.

#### **d. L'actualité des rapports de force.**

Des acquis comme les congés payés ou la sécurité sociale fondent nos valeurs collectives, ils ont été le fruit de combats et d'affrontements. Aucune avancée, sous la droite comme sous la gauche, de la loi sur l'I.V.G. à l'abolition de la peine de mort, ne s'est faite sans un rapport de force idéologique ou social capable de modifier le rapport de force politique. Ignorer cet enseignement de l'histoire, c'est substituer la synthèse molle et le conservatisme à la dynamique du mouvement. Ceux qui abritent une telle pratique derrière une référence idéologique à la Sociale Démocratie, c'est-à-dire la redistribution par la négociation oublient que dans les pays qui sont devenus des modèles sociaux démocrates, il existait justement un rapport de force organisé donc une contrainte sociale exercée par un syndicalisme puissant. La France n'a pas la même tradition syndicale et aujourd'hui moins que jamais, la construction et l'expression du rapport de force ne passent pas par les seuls syndicats. Elles s'expriment plus largement et plus ponctuellement par les mobilisations sociales, et l'Etat est appelé à intervenir pour traduire les avancées sociales qui dans les pays scandinaves passent par la négociation collective.

En France, héritière d'un état fort et centralisateur et d'une syndicalisation faible, se décharger de la décision sociale sur la seule négociation collective, aboutit dans ce contexte à offrir à l'offensive libérale le champ d'action qui lui est le plus favorable et à se priver d'un instrument puissant. Le consensus autour du «moins d'État" auquel la gauche a participé s'est fait sur le terrain de l'adversaire, sur celui du libéralisme. Et les consensus sur les privatisations des services publics, la déréglementation du licenciement, la diminution du budget de l'Etat ont-ils fait progresser notre société ? La réduction des écarts idéologiques s'est-elle traduite par une réduction des inégalités ? Assurément non ! Ce n'est pas au baromètre de la gestion, que nous socialistes jugeons une méthode de gouvernement, mais à celui de la transformation sociale qu'elle impulse et prépare.

### **3. Pour un nouvel élan : la Gauche c'est Rouge/Rose/vert**

#### **a. Un monde craque enfin !**

Un système est en train d'imploser sous nos yeux, ruiné par ses contradictions intérieures, étouffé par sa bureaucratie, achevé par une course folle aux armements imposée par l'Occident, le monde communiste agonise. C'est donc une nouvelle aventure qui peut commencer pour l'humanité. La division du monde en deux blocs qui a vertébré pendant cinquante ans toute l'histoire, s'estompe. Pour autant cette histoire qui se remet en marche pour tous les peuples, ce n'est pas, loin s'en faut, la victoire du capitalisme. Car au même moment celui-ci connaît aussi dans toutes ses sphères, une nouvelle vague de contestation. Dans ses centres nerveux, les triomphes électoraux récents des forces de gauche au Japon ou en Europe sont autant de signes qui s'accompagnent d'ailleurs, de profondes mobilisations de la jeunesse. La révolution libérale venue des années Reagan continue avec Bush sous une forme moins sauvage mais tout aussi efficace. C'est une révolution largement idéologique pour faire passer le financement de leurs déficits par l'effort des peuples de la terre. La révolution conservatrice se traduit par la marginalisation croissante des peuples du Tiers-Monde et un profond recul social en France et

en Europe. Voilà pourquoi au moment où s'engage une sortie mondiale du communisme, il faut tenir bon sur les valeurs de la gauche et leur donner un nouvel élan.

### **b. Le bloc sociologique majoritaire**

En toile de fond des discussions qu'a connues le Parti Socialiste depuis 1981, des leitmotivs reviennent sans n'être jamais réellement débattus : en 1981 et en 1988 ce n'est pas la gauche qui a gagné, la France est conservatrice, comme chaque conversation de bistrot le confirme etc... Cet axiome de base posé, la gestion quotidienne qui nous tient lieu de méthode de gouvernement prend tout son sens et sa cohérence. Car si la gauche est minoritaire dans ce pays alors un gouvernement de gauche est condamné à faire une politique "profil bas" pour se faire accepter du plus grand nombre.

Mais comment peut-on déduire de nos victoires électorales qu'elles n'en sont pas ? Et suffit-il pour les réduire de cette étonnante tautologie qui fait de nos succès électoraux une simple défaite de l'adversaire, les fruits d'une miraculeuse rencontre entre les divisions de la droite et la faiblesse de son personnel politique. N'est-ce pas grâce à la puissance de la gauche et à la mobilisation de son opinion que la droite se divise sur les moyens d'affronter cette force, montante en 1981, persistante en 1988 ? Les victoires de 1981 et de 1988 viennent de loin.

La généralisation du salariat, l'accélération de l'urbanisation ont permis une socialisation croissante du mode de vie, qui a induit des comportements individuels nourris par les valeurs du collectif. C'est ce point de résistance qu'attaque la droite en lui opposant une contre-valeur : le repli sur soi, le culte du "gagneur" et l'égoïsme. C'est dans cette confrontation entre les valeurs incarnées par la gauche et les projets dits libéraux incarnés par la droite, que les français en 1981 comme en 1988 choisissent majoritairement la défense des instruments collectifs que sont la sécurité sociale, l'école et l'existence même du service public.

Ainsi le sens et la méthode de gouvernement s'imposent à nous: appuyer et développer les valeurs collectives de ceux qui nous ont portés, consolider et renforcer la volonté d'un bloc sociologique désormais majoritaire qui permet aux socialistes d'accéder plus aisément au pouvoir en cette fin de siècle qu'au début.

### **c. Les Roses-Verts : nouveaux cousins**

Le marché débridé sans contrainte collective ne crée pas un mode de vie harmonieux. La somme des intérêts privés ne fabrique pas un intérêt collectif. C'est pourquoi de manière régulière la contestation sociale revient à l'ordre du jour.

Cette nouvelle vague de contestation, nous l'avons vu naître progressivement sous nos yeux. C'est celle qui est partie du combat des jeunes en 1985 avec SOS Racisme, puis en Novembre-Décembre 1986 avec les grèves étudiantes et lycéennes, puis avec les conflits des instituteurs et de la SNCF. C'est elle qui a porté François MITTERRAND en 1988. Mais c'est elle aussi qui n'a pas retrouvé son compte dans la gestion du gouvernement ROCARD.

Elle exprime aujourd'hui son mécontentement dans les secteurs qui ont le plus souffert.

Ces phénomènes de contestation s'alimentent d'un mouvement général d'inquiétude sur l'avenir de la planète et constituent une remise en cause radicale de son mode de développement. C'est parce que le courant socialiste n'a pas été encore capable d'offrir une réponse globale, que naissent partout des nouvelles formes de contestation ou d'alternative s'exprimant dans le vote vert. Ce sont pour partie les nôtres, hier abstentionnistes, qui aujourd'hui manifestent ainsi leur impatience.

Les problèmes de fond qu'ils posent nous concernent.

Oui il y a danger, l'écart entre pays riches et pays pauvres n'a fait que s'agrandir. Oui le progrès économique n'est pas neutre ; il peut aussi créer les conditions de catastrophes écologiques irréversibles. Oui la conception de nombre de nos cités produit la difficulté de vivre, alimente le désespoir et la marginalité.

Productiviste en diable, le mouvement ouvrier a oublié dans sa fuite en avant d'analyser la nature même du progrès et des technologies développées. Ceux qui veulent mettre en place un modèle de développement alternatif et de croissance écologique ont raison. La correction est donc plus qu'urgente et tant mieux si elle vient de la société.

### **d. Un nouveau front de transformation sociale: l'alliance Rouges-Roses-Verts**

L'alliance des rouges et des roses est devenue insuffisante. Avec les verts, une force nouvelle a émergé. Loin de la rejeter, il nous faut au contraire l'intégrer. Sinon comment compenser ces forces et cette énergie perdues ? Dans les mois qui viennent ceux qui ergotent sur ces questions d'alliances devront répondre: avec qui les socialistes veulent changer la société ? Front de transformation contre front du conservatisme, alliance au centre ou alliance rouges-roses-verts, c'est la seule alternative des prochaines échéances électorales.

Créer une majorité politique pour le changement, c'est donc s'appuyer sur toutes les forces qui expriment de manière parfois confuse et contradictoire, des aspirations qui sont celles des socialistes. Au lieu de les laisser s'isoler ou se marginaliser, il nous faut au contraire leur offrir une perspective de collaboration fructueuse.

Pour nous la question n'est plus de remettre en place une formule d'Union de la Gauche dépassée. Mais nous devons continuer de placer à chaque étape les communistes devant leurs responsabilités: participer à une nouvelle dynamique ou disparaître. Et nous socialistes, devons avoir conscience qu'être à l'initiative d'un tel rassemblement, c'est aussi assumer pleinement l'existence d'une mobilisation sociale.

Mais encore faut-il accepter le dialogue avec ces acteurs du changement. Face à la feuille de paie d'une infirmière, d'un postier ou d'un agent des impôts, les socialistes ont autre chose à dire que «grands équilibres et franc fort»...

#### **e. Pour le mouvement contre la cogestion**

Nous devons comprendre que les phénomènes de coordination ne sont pas l'expression d'une manipulation gauchiste ou d'un nouveau corporatisme. La crise de confiance à l'égard des organisations syndicales ne se résoudra pas par une sorte d'Epinay Syndical, décidé dans un bureau de la rue Solferino. Nous avons intérêt à des organisations syndicales fortes. Encore faut-il que nous leur reconnaissons le droit de jouer leur rôle de contrepoids et d'organisme de défense actif des salariés. Quand nous cherchons à réduire le rôle des syndicats à la gestion des affaires, nous créons ainsi les conditions même de leur rejet par les salariés. Il existe aujourd'hui des aspirations à décider démocratiquement mais aussi à refuser les querelles de boutique. Le phénomène des coordinations, les multiples débats dans les organisations syndicales sont justement l'expression momentanée de cette situation. Nous devons l'admettre et ne pas l'opposer au mouvement syndical. La reconstruction d'un puissant mouvement syndical se fera sur la ligne de ceux qui auront su comprendre et défendre ces mouvements.

Mobilisation sociale, revendication, coordination, grèves, à chaque étape de notre gestion gouvernementale, nous aurons besoin de celles-ci pour lever les obstacles. Il a fallu la puissance d'un mouvement anti-raciste indépendant pour aider à l'abrogation de la loi Pasqua. Sans ce mouvement le gouvernement se serait trouvé prisonnier du conservatisme des services administratifs, face à une droite déchaînée, toujours prête à dénoncer le laxisme socialiste. Si nous avions eu un mouvement plus fort de locataires, n'aurait-il pas été plus facile pour le gouvernement d'abroger la loi Méhaignerie. S'il n'y avait pas eu les grèves enseignantes, aurions-nous eu la possibilité de dégager des masses financières, plus forte que celles prévues initialement !

Les salariés savent d'expérience que leur seul argument qui vaille, à l'heure des négociations, est la mobilisation qui les porte. On comprend leur méfiance devant ces grands rendez-vous à froid où le rapport des forces est toujours du côté des experts en contraintes économiques et jamais du côté des nécessités sociales. Les salariés, les jeunes, les associations, les syndicats ne doivent pas être vécus par le pouvoir gestionnaire comme une menace destabilisatrice mais au contraire comme une aide utile pour agir.

La vraie culture à faire naître, c'est plus la culture du mouvement que la culture de gouvernement.

#### **f. Le parti autrement**

Les différents gouvernements socialistes n'ont jamais su trouver des relations équilibrées avec leur parti. Méprisé par la technocratie ministérielle, regardé avec soupçon ou inquiétudes il est souvent confiné au simple rôle de relais institutionnel. Réduit officiellement au silence, il se manifeste confidentiellement dans des petits déjeuners. Pourtant sans PS, pas de socialisme vivant, donc pas de gouvernement socialiste. Nombreux sont ceux à qui il est bon de rappeler cette vérité élémentaire ...

Mais il est vrai qu'après vingt ans de fonctionnement une révision générale est nécessaire. Il faut que la morale retrouve son compte dans le fonctionnement de notre parti. Pour mettre un terme à des pratiques inacceptables, modifions nos statuts, adoptons le seul principe simple et honnête : un(e) adhérent(e) présent(e) = une voix. Dans cet ordre d'idées, la sagesse voudrait, qu'après toutes les turbulences qu'elle a connues, la Fédération des Bouches du Rhône soit entièrement reconstituée sous la responsabilité du Comité Directeur.

Nous avons besoin de propositions d'une autre nature que la foire aux gadgets à laquelle nous assistons : abaissement du prix des cartes, nouvelles formes de consultation des militants, etc. ... Autant de trompe l'œil tant que l'on n'a pas dit à quoi on veut faire servir le parti lui-même. Le Parti Socialiste peut-il demeurer la première force électorale sans être une force de transformation intimement liée aux mouvements et aux combats de la société ?

Parti de masse, tel est le destin obligé du parti socialiste : pour pouvoir représenter l'idéal du plus grand nombre, il doit l'organiser. Rien de profond et de durable ne peut être réalisé sans que le PS ait accompli cette mutation.

Le Parti Socialiste ne manque ni de projets ni de moyens de s'adapter aux évolutions de la société. Nos archives sont pleines de propositions issues des sections, des G.S.E. des fédérations. Quel sort leur est réservé ? A la Nomenklatura des cabinets ministériels et des éléphants du parti s'ajoute celle des grands esprits séparés des militants et promu au rôle de nouvelle avant-garde du socialisme. Aussi, loin de combattre en son sein la séparation stérilisante entre le savoir, le vécu et le pouvoir, qui est l'ordinaire de notre société, le PS la reproduit. Changeons de modèle: pas de nouvel élan sans une refonte des instruments de la pensée collective du PS.

### **4. L'exigence démocratique**

#### **a. La proportionnelle**

Vouloir une société mobilisée dans le cadre de l'Etat de droit c'est aussi exiger bien sûr, d'adopter les institutions démocratiques à la libre expression des opinions, des mobilisations, en leur donnant la possibilité d'influer réellement sur les décisions. Les institutions de la Ve République visent l'effet inverse. L'excessive personnalisation des pouvoirs, l'effacement du rôle du Parlement, la prédominance de l'élection présidentielle, la longueur du mandat présidentiel, et bien d'autres éléments encore, paralysent la communication entre le pouvoir

politique et le mouvement de la société. Une culture autoritaire est ainsi également propagée jusqu'aux plus modestes échelons. Au bout du compte, on constate que la distance est toujours plus grande entre gouvernants et gouvernés. Le scrutin majoritaire aggrave cette tendance.

A l'inverse les élus de la proportionnelle ne peuvent compter que sur des votes de mobilisation autour de leur programme. Il leur faut donc en avoir un ... La proportionnelle a toujours été inscrite au programme du P.S. et ce choix n'a jamais changé! Car il est le mode de scrutin le plus démocratique. C'est bien pourquoi d'ailleurs était si choquante la démission de Michel Rocard du gouvernement Fabius au moment où ce mode de scrutin a été instauré ! Faute d'argument convainquant, aujourd'hui on nous dit que la proportionnelle ramènerait le Front National à l'Assemblée. C'est une hypocrisie ! Ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fait tomber la fièvre. Face à l'extrême droite, la démocratie doit l'emporter avec ses propres méthodes, celles de la conviction et de la victoire électorale.

#### **b. Abstention: tous coupables!**

L'hyper abstention a mis à nu le déficit démocratique de notre pays. Ainsi après avoir harcelé les électeurs sur les enjeux de l'Europe de 93, on a vu la liste du parti au pouvoir recueillir les suffrages d'un inscrit sur dix et l'opposition unie à peine mieux ! Pour se consoler on a décrété que les français auraient trop voté. C'est se moquer des faits politiques les plus évidents. L'accroissement de l'abstention n'a qu'une signification : la prise de conscience par les français de l'inutilité de voter lorsqu'ils ont le sentiment que «ça ne change rien».

L'accroissement de l'abstention n'a connu qu'une pause : pour l'élection présidentielle de 1988 placée sous le signe de la confrontation entre la logique violente des libéraux et les valeurs du socialisme démocratique portées par François Mitterrand. Nous nous tromperions gravement si nous prenions les refus de vote pour un signe de désengagement. La désaffection civique d'un côté, la reprise en profondeur de l'activité du mouvement social de l'autre, sont avant tout le signe du blocage de la démocratie dans notre pays. Il est frappant de voir que loin d'en faire l'analyse, beaucoup de socialistes, qui invoquent la fatigue du vote, pratiquent la fuite en avant et proposent d'autres consultations électorales (référendum d'initiative populaire, etc. ..). Ils ne veulent cependant pas toucher au cœur du problème: la nature des institutions de la Vème République.

#### **c. Un nouveau départ**

Mais aucune promesse d'un nouveau pouvoir donné aux citoyens ne sera jamais convaincante tant que la démocratie dans notre pays sera défigurée par l'exclusion civique des immigrés, par la honteuse sous-représentation des femmes.

Ainsi un nouvel élan pour l'émergence d'une société mobilisée devrait donc prendre appui sur une modernisation immédiate du mode de désignation des représentants des citoyens : scrutin proportionnel, quota de limitation à 75 % d'un même sexe sur toutes les listes, droit de vote des immigrés aux élections locales, accès à la nationalité française ouvert à tous les étrangers en situation régulière en France depuis cinq ans, ces changements créeraient une dynamique civique donnant naissance à la nouvelle citoyenneté.

#### **d. Vive les programmes**

En 1981, notre parti avait un programme sur lequel notre candidat avait fondé ses 110 propositions. En 1988, seul le Président a présenté une déclaration d'intention. Depuis, tout le monde se réfère à la «Lettre aux Français», souvent utilisée comme alibi par ceux qui la citent comme une bible.

Le Parti Socialiste, en renonçant à un programme, a lui-même renforcé l'idée toujours défendue par la droite, de l'inutilité et du caractère contraignant des propositions soumises au suffrage universel. Pour les idéologues du libéralisme, vive le pragmatisme (c'est plus souple ... ), non au plan (c'est trop rigide ... ).

Quand nous disons «Programme» ou «idées», il ne s'agit ni d'un catalogue ni d'un prêt-à-porter idéologiques", car nous savons bien que les idées ne s'appliquent que si les citoyens s'en saisissent. Il est temps de proposer à ceux qui nous ont fait confiance en 1988 autre chose qu'un discours aussi généreux en bonnes intentions qu'avare en moyens pour agir.

Oui, il est grand temps pour les socialistes de produire des idées alternatives. Il est grand temps aussi d'intervenir sur le terrain de ceux qui véhiculent les idées.

#### **e. La télé est à nous**

De privatisation en présidence unique, la télévision est devenue une mauvaise série catastrophe. Premier loisir de l'immense majorité de français, et principal moyen d'information, la télévision est désormais un secteur culturel essentiel. Il doit donc répondre à deux objectifs : la qualité des programmes et l'indépendance de l'information. Pour cela le service public de l'audiovisuel, intégrant l'ensemble des chaînes privées et publiques, doit trouver les moyens financiers de se dégager de la dictature de l'audimat. La mise en place d'un fond d'aide à la création auquel une taxe sur les recettes publicitaires serait affectée constituerait un premier pas dans cette direction. Ensuite, grâce à un partenariat actif, avec l'ensemble de nos institutions éducatives et culturelles, l'audiovisuel pourra sortir de l'indigence créative qu'il distille aujourd'hui et être le loisir intelligent que souhaitent les français.

## 5. L'état volontaire

### a. Davantage d'Europe pour faire l'Europe

Faire l'Europe sans défaire la France: la formule est aujourd'hui le dénominateur commun de tous les socialistes. Au delà, on trouve d'un côté un bataillon d'enthousiastes sans réserve, et de l'autre le groupe de ceux qui affirment tranquillement à la tribune d'une convention que l'union politique de l'Europe cela ne signifie rien dans aucune des langues de la communauté. Nous sommes pourtant à l'heure des choix. Le moment est donc venu de construire les rapports de force qui là aussi nous permettront seuls d'orienter l'avenir. A défaut l'Europe qui aura gagné la partie sera celle du libéralisme. Nous réaffirmons que la solution aux problèmes que crée la construction européenne est dans le développement de l'Europe elle-même. La réponse aux problèmes de l'Europe c'est : encore plus d'Europe. Prendre un nouvel élan dans ce domaine doit porter selon nous sur 3 points d'appui.

#### Assumer notre différence

A la différence des libéraux de tous les pays, conformément à l'orientation des partis socialistes et sociaux démocrates et du manifeste qu'ils ont produit dans la préparation des élections européennes, nous pensons que la libre circulation des capitaux ne peut être autorisée sans garantie et sans contrepartie. Rappelons le avec force, à tout moment et contrairement à l'idée selon laquelle tout serait déjà décidé, la France peut dire non. Après les efforts consentis en vain pour harmoniser notre niveau de taxation à la source des produits du capital, nous sommes fondés à nous opposer à la mise en place des règles du jeu qui nous sont imposées. Pour construire l'Europe sociale le bras de fer est nécessaire avec les libéraux.

#### Bâtir un rapport de force politique et social

Beaucoup des détracteurs de l'Europe la désignent comme le lieu où les conquêtes sociales seraient mises en péril. A l'inverse nous pensons qu'elle est le cadre dans lequel de nouvelles et importantes avancées deviennent réalisables. Ainsi de la réduction du temps de travail et de l'objectif des 35 heures qui, pour l'essentiel, ne peuvent être mis en place avec efficacité que dans le cadre de la communauté économique. Les forces sociales et les organisations pour imposer ces points de vue existent. Elles sont disponibles pour l'action. Le mouvement syndical européen dispose des moyens de rassembler les forces qui peuvent imposer la réduction de la durée du travail. Il peut et il doit être encouragé par un élan de rassemblement qui est à la portée de la gauche européenne. En effet les partis socialistes et sociaux démocrates, que le parti communiste italien vient de rejoindre au parlement européen, constituent la première force politique. Si ces partis le veulent et le décident, qu'ils se donnent un outil de coordination plus fort que le bureau de l'Internationale Socialiste, qu'ils mettent en débat, en même temps, dans tous les partis nationaux un programme d'actions communes. Ils atteindront, dans des délais plus brefs qu'on ne l'imagine, les objectifs qu'ils se seront fixés.

La mise au point d'un programme commun du mouvement socialiste, la formation d'un parti transnational voilà les instruments dont nous avons besoin tout de suite.

#### L'union politique

C'est par le développement des moyens d'interventions collectifs, que l'on fera plier le marché aux impératifs sociaux et culturels placés au cœur du projet de civilisation de la gauche. Démocratie, citoyenneté. Voilà les seules garanties pour que l'Europe soit celle des peuples et des salariés. L'union économique et monétaire, l'union politique sont donc moins des objectifs à se fixer que les moyens pour réaliser, avec nos idéaux.

La Présidence française peut être le levier d'un mouvement de transfert des compétences en direction du Parlement Européen. Celui-ci doit devenir le véritable lieu de décision. Ceci suppose aussi des transferts de souveraineté que les parlements nationaux adopteraient.

### b. Non à «l'Etat modeste».

La révolution conservatrice a concentré ses attaques sur le rôle de l'Etat: c'est lui qui aurait porté une bonne part de la responsabilité de la crise (... les fameuses rigidités incompatibles avec la révolution technologique et l'économie «moderne»).

Il fallait avant tout revenir à "l'Etat modeste", le désengager de ses fonctions collectives.

Oui mais voilà, nombre d'acteurs de la vie économique et sociale aujourd'hui appellent son intervention, y compris ceux qui le vouaient hier aux gémonies (les appels au protectionnisme face aux voitures japonaises, les demandes d'intervention de la France pour reculer l'échéance de l'essence sans plomb, les quotas dans l'audiovisuel, etc. ...).

Dans des domaines comme la sécurité, la santé, la défense de l'environnement, nous sommes confrontés à une demande "de plus et de mieux d'Etat". Quoi d'étonnant ? Qui en dehors de l'Etat, garant de l'intérêt collectif,

pourrait faire contrepoids, par exemple, à la course aux profits, lorsqu'elle détruit l'environnement et engendre de profonds déséquilibres dans l'aménagement du territoire ?

Voilà pourquoi il nous faut lutter pied à pied contre toutes les tentatives réactionnaires visant à réduire l'intervention de l'Etat et à limiter son champ de compétence.

Nous avons besoin d'un Etat volontaire, affichant clairement ses objectifs, permettant ainsi à tous les citoyens de contrôler son action et de s'y impliquer, ce qui ne signifie pas un état technocratique omniprésent. Affirmer cette volonté nouvelle de l'Etat doit être une des tâches de cette législature. Encore faut-il pour pouvoir agir disposer des moyens humains et financiers !

### **c. L'arme budgétaire**

La volonté d'une majorité politique peut se lire entre les lignes du budget de l'Etat.

Oui mais voilà, le projet de budget se présente avec des dépenses et des recettes, bloquées à 80 % voire à 90 %, reconduites d'année en année. D'où le refrain des « gestionnaires sérieux » qui, face à la montée des aspirations sociales, déclarent doctement ... que les marges de manœuvres sont quasi nulles ("Il n'y a pas d'autre politique possible»), qu'on ne peut pas accroître trop fortement le pouvoir d'achat des salariés sous peine d'augmenter le déficit de la balance des paiements, de relancer l'inflation, etc. ... etc. .. Comme dit la chanson « Tout le monde il a raison, tout le monde il a tort ». Oui si nous restons dans le cadre des critères libéraux d'une bonne gestion économique, nous nous enfermons par avance dans le dilemme si cher au Premier Ministre "le cœur ou la raison».

Si l'on ajoute la pression que constitue l'ouverture du grand marché européen, il nous sera démontré que nos marges de manœuvres sont réellement égales à zéro si l'on veut rester dans la course ! On voit bien que, dans ce cadre, le débat n'a plus d'objet, nous sommes dans la seringue des eurocrates et notre action ne peut se limiter qu'à des saupoudrages sur les plaies sociales les plus criantes.

Ouvrir la voie à une autre logique sur la base d'un échéancier maîtrisé, dégager de nouveaux espaces à la liberté d'action, de l'Etat telle doit être notre orientation.

### **d. De nouvelles ressources budgétaires pour de nouvelles dépenses**

Europe ou pas, notre système fiscal est l'un des plus inégalitaires qui soient dans les pays développés. D'une part des millions de foyers fiscaux sont exonérés, d'autre part l'Etat fonde une grande partie de ses recettes fiscales sur l'impôt indirect qui par nature frappe tous les consommateurs quelque soit leur pouvoir d'achat.

L'alignement de la fiscalité sur les produits financiers (appelés pudiquement épargne) au niveau européen le plus favorable, conduit à pénaliser encore les revenus du travail. La faible imposition des plus-values permet au capital se soustraire à une véritable contribution à la collectivité. S'ajoute à cela une fiscalité dérisoire sur les droits de transmission et d'héritage qui reconduit et conforte les inégalités dès la naissance. L'impôt sur la fortune, en excluant de son champ l'outil de travail, ouvre la porte à de nombreux détournements des éléments réels de la fortune.

Il faut, par une réforme fiscale, s'attaquer sérieusement à ces inégalités qui font de la France le seul pays qui puise l'essentiel de ses recettes dans la fiscalité du travail.

Cette réforme devra introduire plus fortement la notion de progressivité présente dans l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, seul impôt juste socialement. Cela veut dire une hausse des taux pour les tranches supérieures et un élargissement de l'assiette qui permettent de montrer que tous les citoyens, en fonction de leurs moyens, contribuent au développement collectif. Cela impliquera aussi un élargissement de l'Impôt sur la Fortune, non pas dans ses tranches, mais dans les éléments qu'il prend en compte.

Cette amélioration des recettes doit permettre la mise en place d'une nouvelle utilisation des dépenses. D'abord une relance de l'ensemble des services publics comportant un redéploiement des carrières et donc des grilles d'avancement.

### **e. La réduction de l'éventail des revenus**

Plus de la moitié des salariés en France perçoivent moins de 6 000 Francs par mois. Aucune politique nouvelle de redistribution, aucune limitation des coûts des services essentiels aux individus ne vient compenser le faible niveau des salaires. Ce qui n'est pas versé sous forme de salaire direct ne l'est pas davantage sous forme de salaire indirect.

La politique du logement demeure largement soumise à la rentabilité que doit produire l'investissement immobilier. Pour de nombreux ménages les charges incompressibles sont à elles seules supérieures au niveau des salaires.

Est-ce fatal, inéluctable ? Comment peut-on oser répondre aux revendications salariales qu'il n'y a pas de richesses à distribuer alors qu'en France certains gagnent 24 fois ce que reçoivent d'autres ? Aucun pays d'Europe ne connaît de tels écarts. Au Japon, qui n'est pourtant pas un paradis socialiste et souvent cité comme exemple économique, l'écart n'est que de 1 à 10.

Au-delà du partage des trois tiers des fruits de la croissance, qui pour la grande masse de la population, relève de la pure abstraction, le monde salarial a besoin aujourd'hui d'un plan sur trois à cinq ans de revalorisation des salaires et de réduction des écarts, tant pour le secteur privé que pour le secteur public.

Les mouvements de la rentrée 1989 expriment l'urgence. Nous ne pouvons pas nous, socialistes, répondre aux salariés du privé que l'amélioration de leur pouvoir d'achat dépend de la convivialité patronale et à ceux du secteur public que le budget de l'état a d'autres priorités, tout en annonçant par ailleurs que la construction européenne se traduit par une réduction des recettes publiques.

Si méthode il y a, c'est celle du «no futur». Il est donc nécessaire de fixer aujourd'hui pour objectif la réduction de l'écart des salaires et de poser comme premier principe leur augmentation différenciée. Pour réduire les inégalités, le partage doit être inégal. De même, l'égal accès de tous au droit au logement, aux loisirs, à la santé, doit se faire par une participation progressive liée au revenu. Les instruments que nous avons hérités du Conseil National de la Résistance et qui s'inspiraient du principe «à chacun selon ses besoins» doivent être réactualisés, retravaillés pour apporter aux inégalités actuelles la réponse qu'a été la sécurité sociale en 1945.

#### **f. Défense: des économies sur l'inutile!**

Dans les équilibres budgétaires, il est clair que la question du budget de la Défense doit être aujourd'hui reposée. 15 % du budget de l'Etat est, d'année en année, reconduit sans que soit véritablement posé le problème d'un redéploiement de ses moyens militaires. Le consensus est tel que personne n'ose lever le doigt pour protester... de peur d'être taxé de pacifisme, devenu la honte du socialisme. C'est oublier bien vite l'histoire et développer un curieux discours militaro-chauvin qui fait l'impasse sur la réalité des problèmes de défense et se soumet en fait au lobby militaro-industriel hors de tout débat démocratique.

Nous avons reçu en héritage la dissuasion nucléaire, pièce maîtresse de notre système de défense, elle n'est pas encore mise en cause dans sa panoplie tant que le décalage avec les autres grandes puissances n'est pas significativement réduit ... mais au rythme actuel ...

Qu'il faille une force d'intervention rapide disposant des moyens nécessaires, la réalité de la situation internationale l'a montré. Qu'une sécurité de proximité puisse être assurée par les forces de gendarmerie, n'est pas non plus contesté. Mais ce n'est pas seulement dans ces secteurs que nous affectons une part budgétaire importante, c'est aussi dans un ensemble de moyens terrestres totalement obsolètes en cas de véritable conflit. Par tabou, nous n'osons les remettre en cause. Nous engageons ainsi des programmes d'équipement totalement stériles sauf pour les profits des industries d'armement.

A cet égard il faudra bien aussi se poser une question : Un gouvernement socialiste peut-il durablement fonder une partie importante de l'équilibre de la balance des paiements sur les ventes d'armement ? Cette orientation pèse aussi, sur la nature des investissements préconisés par les experts pour notre propre défense. Le passage direct d'un grand nombre d'officiers supérieurs ou généraux à la Direction des entreprises d'armement conforte les moyens de pression dont dispose là encore le lobby militaro-industriel.

Voici pourquoi, après débat nous pourrions réduire nos dépenses militaires dégageant ainsi des moyens financiers pour d'autres investissements.

#### **g. Une économie mixte structurante**

Dans l'utilisation des ressources de l'Etat, il sera nécessaire de définir à nouveau une véritable politique industrielle. Laisser faire le marché... on en a vu les conséquences dans la période de l'après 86. Accepter les abandons faits par Balladur à travers les privatisations, c'est se contraindre à l'immobilisme au moment où se pose avec la plus grande urgence la nécessité de conquérir de nouveaux marchés et donc de redéployer de nouveaux investissements dans la modernisation des entreprises, la recherche et la formation.

Si nous ne voulons pas que le secteur public nationalisé soit à nouveau battu en brèche dans quelques années, au motif de sa rigidité, il est temps d'agir, mais cette fois, en concertation avec les salariés des entreprises concernées.

A la fameuse phrase des «ni-ni» (ni privatisations, ni nationalisations) nous préférons le «et-et». En effet une véritable économie mixte a besoin de la souplesse qu'exige la mise en application de la politique industrielle définie par le plan. Oui, nous sommes pour la restauration du plan, contrepoids indispensable à l'économie de marché. Dans le cadre du plan démocratiquement élaboré il peut s'avérer utile à la fois de nationaliser ceci et de laisser au secteur privé cela, en prenant pour critère l'utilité collective. Dans des domaines nouveaux comme l'éco-industrie, les bio-technologies c'est toute une dynamique d'un nouveau développement industriel «intelligent» qu'il faut lancer.

Dans le même axe, il nous faut définir une autre approche concernant le secteur financier: créer un véritable capital public "risque". Il faut inciter le patronat à sortir de son attitude passive. Il faut favoriser l'émergence de pôles atteignant la taille critique indispensable pour affronter le marché mondial en exigeant en contrepartie des engagements quant à la politique sociale au sein de ces entreprises. Il faut enfin adosser nos industries à un secteur bancaire dynamique, privilégiant l'investissement créateur d'emplois à la spéculation.

Il nous faudra aussi faire preuve de volontarisme en matière d'aménagement du territoire et éviter les désertifications liées à la concentration extrême du tissu industriel et urbain. L'outil planificateur peut être à nouveau utilisé, surtout si il s'appuie sur de véritables pôles régionaux et une collaboration inter-communale. En effet la décentralisation a eu aussi des effets pervers : bien souvent, au lieu de voir des régions s'affirmer, nous avons constaté l'atomisation des pouvoirs de décision en autant de citadelles concurrentes. Sans revenir à un jacobinisme centralisateur, des corrections doivent être apportées.

Autant de pistes nouvelles, pour permettre à la collectivité et aux citoyens de trouver les ressources et les services nécessaires.

## 6. Annoncer une nouvelle civilisation

### a. Une autre humanité

Généralisation du salariat et concentration géographique des populations, dans de vastes espaces de vie collective, marquent une étape nouvelle de notre civilisation. Elle transforme l'identité humaine elle-même. La socialisation de la vie individuelle se réalise dans une société de salariés ayant recours pour chaque acte de la vie quotidienne aux services publics, ou à des réseaux de distribution privés qui réalisent dans les faits une fonction de service public.

C'est pourquoi les revendications qui naissent de la vie en ville révèlent bien cette identité et préfigurent le type de société que cette population veut faire naître. La ville peut être le cadre d'une multiplication des rapports humains où s'accroît la socialisation des personnes et où sont mis à la portée d'un plus grand nombre les effets du progrès scientifique. Mais elle est aussi un lieu où s'est accru l'isolement des individus, où s'expriment des montées de violence. Les habitants des villes cherchent aujourd'hui à recréer de nouvelles formes de solidarité. Quelle solidarité construire dans des villes qui concentrent les célibataires et les personnes âgées et repoussent à la périphérie les familles à enfants ? Quelle solidarité dans une société qui repousse tous les exclus, malades, handicapés, enfants en difficulté, derrière des murs au plus loin des centres de vie ? Mettre en perspective ces nouveaux rapports sociaux, c'est dégager en partant des réalités nouvelles, une politique socialiste urbaine, c'est assurer l'égalité sans laquelle solidarité ne signifie que charité.

Les revendications concernant la construction des crèches, la qualité de l'accueil et de la formation des enfants à l'école, la création de lieux de vie et de rencontre pour les jeunes, la qualité du logement, des transports, de la sécurité expriment un mode de vie mais aussi une idéologie: l'égalité des droits se présente à cette étape de l'Histoire, banalement, comme la seule norme d'après laquelle la société peut fonctionner harmonieusement.

Personne n'admettrait qu'on puisse être empêché d'aller à l'école publique en raison de la couleur de sa peau, de sa religion ou même de ses revenus ; ou que par ces motifs on se voit privé de la tournée du facteur. Cette culture politique de masse, d'essence socialiste, est significative de notre époque.

Lorsqu'un locataire est expulsé, chacun sait que l'huissier ne le reloge pas. Dans cette circonstance, même si les mauvais payeurs sont mal vécus par leurs voisins, tous sont solidaires pour considérer que le droit au logement du locataire est supérieur au droit au loyer du propriétaire. Cet exemple de hiérarchie des droits se vérifie aussi dans des situations plus complexes et l'on découvre alors que la civilisation des villes est une civilisation qui tend spontanément aux solutions socialistes.

### b. Une nouvelle dynamique là que

Dans ces conditions, le racisme, les fanatismes religieux, les mouvements «d'ordre moral», les campagnes contre les juifs ou les franc-maçons servent utilement tous ceux qui ont besoin de faire reculer cette culture spontanée de solidarité et d'égalité. Les socialistes doivent prendre part à cette confrontation culturelle. C'est leur histoire, leur culture. Artisans de la séparation de l'Église et de l'État, ils doivent participer au développement d'une nouvelle dynamique de la culture laïque qui sorte du seul -mais décisif problème scolaire pour devenir l'axe d'une nouvelle morale collective de tolérance, d'esprit critique et de contestation de l'idéologie dominante dans tous les domaines. Nos valeurs sont celles de la solidarité, de l'insurrection morale permanente contre l'injustice, de l'engagement dans les luttes collectives, du goût pour la bataille d'idées, du refus de faire de la hiérarchie sociale une hiérarchie naturelle. Notre parti doit contribuer à la réorganisation de la pensée laïque afin que celle-ci puisse reconquérir toute sa place dans la perspective de la recomposition culturelle et idéologique que vit notre pays.

### c. Le féminisme nouveau doit arriver

Le mouvement féministe sans lequel ni la loi légalisant l'I.V.G., ni la loi Roudy sur l'égalité professionnelle, n'auraient vu le jour n'a pas trouvé de souffle nouveau. En 1981, en 1986 encore et lors de l'élection présidentielle de 1988, c'est le Parti Socialiste qui a incarné les aspirations des femmes. Mais aujourd'hui, comme le prouvent les statistiques électorales, le P.S. et le gouvernement ne semblent plus être porteurs de cette même dynamique. Ni la place accordée aux femmes dans les instances du Parti ou les désignations, ni l'action gouvernementale ne traduisent une quelconque volonté de poursuivre l'œuvre émancipatrice.

Pourtant, nous sommes encore loin du compte et il ne suffit pas d'affirmer l'égalité des hommes et des femmes pour que la mixité de toute notre société se réalise.

Le Parti Socialiste doit affirmer sa vocation féministe qui seule permet la prise en compte de la globalité des inégalités dont sont victimes les femmes. La dimension économique et la dimension culturelle sont indissociables. Tant que l'image des femmes pourra être avilie, dégradée, les déclarations incantatoires sur l'égalité professionnelle demeureront vaines. Tant que le partage des rôles dans la famille n'aura pas profondément évolué, la place des femmes dans l'entre prise et dans la vie politique restera fragile ou marginale.

Pour construire une société mixte, nous devons poursuivre un triple objectif : faire évoluer les lois, les pratiques et les mentalités. Nous devons lever les obstacles que rencontrent les femmes pour pouvoir mener à l'égal des hommes une vie professionnelle, familiale, associative ou politique.

Il est nécessaire pour que l'insertion des femmes dans le monde du travail se conclut par une réelle égalité professionnelle que la fonction maternelle soit prise en compte sans qu'elle ne soit prétexte ou justification à des discriminations. Les femmes se sont glissées dans une organisation du travail qui n'était possible que par l'exclusif dévouement de leurs mères ou grands-mères à l'éducation des enfants. Rien n'a changé et les femmes accumulent aujourd'hui toutes les charges et toutes les contradictions.

Le natalisme désuet de notre politique familiale doit être l'objet d'une refonte moderne ; dès aujourd'hui des avancées sont possibles :

- Allongement du congé de maternité
- 
- Réduction du temps de travail pour les parents d'enfants non scolarisés avec une prime au partage entre le père et la mère. Réduction du temps de travail pour les parents participant à des crèches familiales.
- 
- Développement des structures d'accueil de la petite enfance avec inscription des dépenses qui y affèrent au rang des dépenses obligatoires des collectivités locales.
- 

Enfin, chacun sait maintenant, que sans mesures coercitives, la place qui est réservée aux femmes dans la vie politique ne progresse pas spontanément. Dans le parti, nous devons nous fixer l'objectif, comme l'a fait le SPD, d'un quota de 50 % de femmes dans toutes les instances et les désignations.

Faute d'être capable de tenter lui-même de devenir un parti réellement mixte, le Parti Socialiste passera à côté du plus grand bouleversement de ce siècle et s'éloignera de cette «moitié du ciel» qui a encore tout à attendre et tout à gagner d'un changement en profondeur de notre société.

#### **d. Une modernisation des liens entre personnes**

En toutes circonstances, les personnes sont aux yeux de la gauche égales en droits et en dignité.

Le moment est venu de réaliser dans le domaine des libertés individuelles un pas qui fournisse un point d'ancrage au progrès de l'égalité des droits dans la structure de base de la société. L'évolution des mœurs, la multiplication des familles monoparentales, le nombre croissant des divorces et des unions libres hétérosexuelles ou homosexuelles appellent des formules qui puissent prendre en compte ces réalités. En créant le partenariat civil nous fonderions l'égalité en droit de tous les modes de vie en commun que peuvent choisir nos contemporains.

#### **e. Le droit au bonheur**

Des avancées matérielles, techniques, scientifiques considérables n'ont cessé de se produire au cours des deux dernières décennies et même durant la période la plus sombre de la crise. Elles ont provoqué de profonds bouleversements des habitudes, des mentalités et des modes de vie. Elles ont dessiné de nouvelles possibilités inimaginables pour la génération précédente. Seront-elles le moyen de nouvelles libérations individuelles et collectives ou l'instrument de nouvelles oppressions ? Cela dépend de nous ! Les socialistes au gouvernement disposent des moyens de tracer un nouveau chemin de liberté. Pour mobiliser vers un avenir de solidarité, il faut donner à voir quelle société nous voulons pour demain. Nous devons savoir annoncer une nouvelle civilisation. Le droit au bonheur est un mot d'ordre réaliste. Assez traîné : Le monde qui nous entoure, les lois économiques qui le régissent, l'idéologie qui le perturbe, ne peuvent inspirer que révolte et insoumission.

En France ou toute partie du monde, chaque lutte des hommes et des femmes pour leur dignité est celle des socialistes : celle des salariés contre l'arbitraire patronal, celle des pays exsangues contre l'impérialisme, celle des femmes contre les cultures qui les soumettent et les religions qui les mutilent, celle des enfants contre les scories du droit de vie et de mort.

Chaque fois qu'un individu relève la tête contre la loi du plus fort qu'il subit, c'est une étape du combat de l'humanité pour son émancipation qui se franchit.

La dignité, la liberté et l'autonomie des individus, voilà la finalité de l'action socialiste, voilà les conquêtes que nous voulons accompagner. C'est pour cela que nous construisons un parti, c'est pour cela que nous voulons gouverner.

Affirmer l'égalité des droits pour tous et s'en donner les moyens, c'est la révolution qu'il nous faut accomplir !